



CHAPITRE 66

Loi pour aider les corporations municipales de comté relativement aux bureaux d'enregistrement

[Sanctionnée le 14 février 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1945, c. 8,
a. 1a, aj.

1. La loi 9 George VI, chapitre 8, est modifiée en y ajoutant après l'article 1a, édicté par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 50, le suivant:

Ententes.

"**1b.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des travaux publics à conclure, avec toute corporation municipale de comté, des ententes relativement au maintien, à l'aménagement et à l'entretien de locaux pour la tenue du bureau d'enregistrement de ce comté et de la Cour de magistrat lorsqu'elle y siège.

Compensation.

Le gouvernement peut à ces fins, soit accorder à la corporation municipale de comté des compensations financières, soit prendre à sa charge les obligations qui sont imposées à cette dernière par le Code municipal.

Acquisition, etc.

Lorsque le gouvernement consent à prendre à sa charge ces obligations, le ministre des travaux publics peut acquérir ou louer et aménager tout immeuble de la corporation municipale de comté, ou tout autre immeuble, ou acquérir un terrain et y construire et aménager l'édifice nécessaire à la tenue du bureau d'enregistrement et de la Cour de magistrat."

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CHAPTER 66

An Act to assist county municipal corporations with respect to registry offices

[Assented to, the 14th of February, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The act 9 George VI, chapter 8, is amended by adding thereto, after section 1a, enacted by section 1 of the act 13 George VI, chapter 50, the following:

"**1b.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Public Works to make with any county municipal corporation agreements respecting the maintenance, equipment and upkeep of premises for keeping the registry office of such county and the Magistrate's Court when it sits therein.

The Government may for such purposes either grant the county municipal corporation financial assistance or assume the obligations imposed on the latter by the Municipal Code.

When the Government agrees to assume such obligations, the Minister of Public Works may acquire or take on lease and equip any immovable of the county municipal corporation, or any other immovable, or acquire land and erect thereon and equip the building requisite for housing the registry office and the Magistrate's Court."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.